



La loi du 6 février 1992 dite « Administration Territoriale de la République » instaure l'obligation de la tenue d'un Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) aux collectivités territoriales de plus de 3 500 habitants.

Au cours des deux mois précédant l'examen du budget, le Président de l'assemblée délibérante doit présenter un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport comporte également une présentation de l'évolution prévisionnelle et de l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail de la collectivité.

Cette obligation répond à deux principaux objectifs :

- le rapport permet aux élus de débattre des orientations budgétaires qui fixent les priorités à venir qui sont reprises dans le budget primitif et les budgets annexes ;
- il donne lieu à une information complète sur la situation financière de la collectivité pour mieux définir la stratégie de l'organisme.

Le rapport donne lieu à un débat qui est acté par une délibération spécifique.

Le DOB portera particulièrement sur les orientations opérationnelles, fonctionnelles et stratégiques pour 2021.

En adéquation avec les compétences statutaires que le SE60 exerce, le syndicat a mis en œuvre trois budgets selon l'application de la réglementation fiscale.

## a. Le budget principal

Il couvre notamment les activités :

- Des fonctions supports : direction générale, communication, informatique, cartographie, marchés publics, ressources humaines, finances, concession, groupements d'achat d'énergie ;
- Des travaux sur les réseaux : effacement, raccordement et extension des réseaux, éclairage public, signalisation lumineuse ;
- De la transition énergétique : Etudes de Planification d'Énergie, études diagnostics sur les bâtiments, études d'ingénierie, valorisation des CEE (Certificat d'Économie d'Énergie), opérations d'installations d'équipements EnR (ombrières, télégestion...).

Le DOB 2021 portera sur :

- L'équilibre global du budget
- L'évolution prévisionnelle des recettes (TCFE - R1 - R2 - Frais de gestion - Subventions et participations)
- L'évolution prévisionnelle des dépenses :
  - Bilan et perspectives : Travaux (dont EP et Mise en souterrain) et bornes dédiées collectivités
  - Offre de transition énergétique proposée aux collectivités suite à l'étude portage de projet, aux études de planification énergétique (EPE) et aux diagnostics
  - bâtiments.
  - La participation à des SEM et sociétés de projets EnR.
  - Autres dépenses
- Le personnel
  - Structure des effectifs et évolution prévisionnelle
  - Dépenses de personnel (traitement indiciaire, régime indemnitaire, NBI, heures supplémentaires rémunérées et avantages en nature) et évolution prévisionnelle
  - Durée effective du travail
  - Gestion prévisionnelle des ressources humaines
- La présentation de la structure et la gestion de la dette

## b. Le budget annexe « Energies Renouvelables »

Il porte les activités marchandes comptabilisées dans la régie « EnR » :

- projets de production d'électricité photovoltaïque avec vente d'énergie
- projets de production et vente de chaleur (chaudières bois)

## c. Le budget annexe « Mobilité Durable »

Il rassemble les activités marchandes relatives à l'exploitation des bornes de recharge du réseau « Mouv'Oise ».



## Orientations budgétaires budget g

Point sur :

### Orientations générales et actions structurantes 2021

#### Evolution des dépenses et recettes (bilans et perspectives) :

- ① Equilibre global du budget
- ② Actions opérationnelles :
  - Travaux et bornes dédiées collectivité
  - Actions d'optimisation énergétique
- ③ Evolution des ressources humaines et supports

#### Récapitulatif budget et perspectives générales



## Orientations 2021: activité historique

### ▪ SE60 avec compétence fondatrice : AODE\*

⇒ mise en œuvre du nouveau contrat de concession signé le 19/12/2019 avec Enedis et EDF

Rappel : 7 % des recettes de fonctionnement issues de la R1

11 % des recettes d'investissement travaux issues de recettes inscrites dans le contrat de concession (PCT, article 8, article 8 issu ex RODP)

Avec le contrat → Stabilisation de la relation contractuelle

**Projet Hercule en discussion : réorganisation du groupe EDF en 3 entités dont**

|  |   |
|--|---|
| Entité 1 :<br>100% publique              | Activités de production d'électricité et transport haute tension dite RTE |
| Entité 2 : 65% publics et 35% en actions | Activités de distribution et d'ENR (EDF renouvelables, Dalkia)            |

⇒ Inquiétudes des AODE sur la péréquation tarifaire et la propriété du réseau

\* AODE : Autorité Organisatrice de la Distribution d'Electricité

- **SE60, syndicat multi-compétences visant à s'adapter aux besoins différents des communes adhérentes**

|  |     |  |
|--|-----|--|
| TOP 14 ( 14 communes les + peuplées)                 | 14  | 272 581 hbts soit 42% de la concession |
| Communes de 2 000 à 8 800 hbts                       | 46  | 162 852 hbts soit 25% de la concession |
| Communes de moins 2 000 hbts dont 221 inf à 500 hbts | 381 | 215 776 hbts soit 33% de la concession |

⇒ **Soutien des activités historiques travaux et depuis 2020 nouvelle offre « énergie » via le Guide des aides**  
 + ajustement barème en fonction du taux de perception de la taxe par le SE60 (DOB 2020)



⇒ **Attitude pro-active de rencontres croisées Travaux/Energie des collectivités**  
 Décloisement des infos et outils mis en commun (ex. data énergie)

**Rappel : depuis modification statutaire du 5 février 2020, possibilité d'adhésion des EPCI** par transfert de compétences optionnelles au SE60 (rénovation éclairage public dans zones d'activités et/ou MDE-EnR)

- **Adhésions actées par arrêté préfectoral** (modification de périmètre)

**4 Communauté de Communes membres** (arrêté préfectoral 28 décembre 2020) :

|                                  | EP | MDE-ENR                      |
|----------------------------------|----|------------------------------|
| Oise Picarde                     | X  | X                            |
| Lisières de l'Oise ( 28/12/2020) | X  | X                            |
| Pays de Bray (28/12/2020)        | X  | X excepté l'énergie éolienne |
| Picardie Verte ( 28/12/2020)     | X  | X                            |

⇒ **3 nouveaux délégués: comité de 122 à 125 délégués**

**Demande d'adhésion à valider en comité**

|                                    | EP | MDE-ENR |
|------------------------------------|----|---------|
| Telloise (délibération du 8/10/20) | X  | X       |



## ▪ Nouveau contexte : plan de relance et mutualisation avec autres syndicats d'énergie

⇒ **Plus d'agilité sur les modes d'intervention en mode projet et coopération**

## □ Plan de relance de 100 milliards € dont 1 volet sur l'écologie

⇒ Opportunité d'accélération sur la rénovation énergétique (télégestion pour la DSIL) ou des bornes de recharge (FACE)



Regroupement des dispositifs DSIL, DETR... dans le cadre de Contrats de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) portés par les interco en partenariat avec les communes, le SE60..... Avant juin 2021  
Informez les Communautés de communes et d'agglomération



## □ Unifier les syndicats d'énergie des Hauts de France : Elargir l'Entente Picarde créée en 2011 aux syndicats d'énergie des Hauts de France : SIECF, SIDEC, voire à la FDE62 et autres

Rappel : portage du programme ACTEE par Entente créée en 2020 : SE 60, FDE 80 et le Syndicat Intercommunal d'Énergie des Communes de Flandre (SIECF).

Rappel : la TCFE (Taxe Consommation Finale d'Électricité) = 5 M € : 1<sup>ère</sup> source de recettes du SE60

(25% des recettes de fonctionnement / taxe perçue de droit pas SE60 sur communes de > 2000 hbts)

**Nouveau dispositif de taxation de l'électricité à compter du 1er janvier 2023 avec un regroupement de l'ensemble des taxes sur l'électricité (loi finance 2021):**

- confiant la gestion à la DGFIP (Direction générale des finances publiques) actuellement versée par les fournisseurs d'électricité
- et la fixation d'un taux unique au plan national avec **augmentation progressive du coefficient** : 4 au minimum en 2021; 6 au minimum en 2022 et 8,5 en 2023



**Communes actuellement à 0 : 13 communes**

Formerie, La Chapelle-en Serval, Cires-les-Mello, Hermes, Laigneville, Monchy-Saint-Eloi, Nanteuil-le-Haudouin, Le Plessis-Belleville, Rantigny, Sainte-Geneviève, Saint-Leu-d'Esserent, Saint-Maximin, Villers-sous-Saint-Leu

**Communes actuellement à 4 : 4 communes**

Andeville, Cauffry, Saint-Just-en-Chaussée, Trosly-Breuil

**Communes actuellement à 6 : 8 communes**

Chambly, Chaumont-en-Vexin, Crèvecœur-le-Grand, Fitz-James, Gouvieux, Liancourt, Venette, Verberie

→ **Rencontrer les collectivités**

- **Le CAS** (Compte d'Affectation Spéciale) **du FACE** (Fonds d'Amortissement des Charges d'Electrification) Financement des travaux d'électrification en zone rurale (vu au dernier bureau)  
 Enveloppe attribuée : 1 M d'€ soit 1ère source de recettes externes pour les travaux
  - **Maintien du nombre de communes rurales dans l'Oise pour 6 ans** (arrêté préfectoral du 31/12/2020 - pas de forte progression de communes nouvelles dans l'Oise)
  - **Crainte de fonds « stagnants » et forte incitation à consommer rapidement les crédits pour éviter tentation de récupération par l'Etat**
- ⇒ **Environnement financier instable / Nouveau : structurer une stratégie financière**
- Optimiser notre gestion budgétaire/suivre et évaluer les activités (maîtriser les frais de structure, favoriser les achats mutualisés) 
  - Viser à équilibrer nos frais de structure et compétences par recettes ou contribution et affecter la TCFE+R2 aux travaux ou services générateurs d'activité
  - Diversifier nos ressources et moins dépendre des ressources historiques :**
-  ➔ Investir dans les sociétés de projets ou SEM / répondre aux AMI (Appels à Manifestation d'intérêt)...
  - ➔ **Fonds « innovation » de 1 million €**
- Rappel Excédent de fonctionnement cumulé hors fonds propres et besoins trésorerie: 15 millions

## La SEM Energies HDF :



En 2020, Discussion entamée avec la SEM Energies HDF pour prise de participation du SE60 au capital : Manifestation d'intérêt du SE60 / Vu en DOB 2020

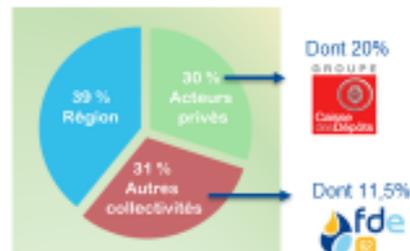
Augmentation du CAPITAL de SEM nécessaire (de 5,2 à 7,5M d'€) pour suivre le développement des projets

Volonté des actionnaires actuels de la SEM de maintenir l'équilibre public/privé et étendre l'actionariat à l'ex Région Picardie (aucun membre à ce jour)

### Calendrier :

- **Fin Janvier** : Confirmation de l'intérêt du SE60
- **2 Février 2021** : Conseil d'administration de la SEM pour accord de principe d'augmentation du capital
- **Fin février** : Assemblée Générale ouvrant la période de souscription
- **De février à Juin** : Modification statuts et pacte d'actionnaires de la SEM
- **Début d'été** : Mise en place du nouveau CA avec les nouveaux membres

Répartition de l'actionariat actuel



## Participations dans sociétés de projets « Energies renouvelables » :



### Contexte :

Le SE60 a la possibilité de prendre des actions dans les sociétés de projets dont l'objet social est la production d'énergies renouvelables (Art.L2253-1 du CGCT)

### Cas concret sur les Lycées de la Région Hauts-de-France :

Fin 2020, le SE60 a été sollicité par un énergéticien dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt lancé par la Région HDF sur les lycées :

Attentes des développeurs : Prises de participations du SE60 dans ces projets :

- Bonification rachat d'électricité (CRE) si financements local et/ou participatif
- Implication de partenaires locaux dans le projet

### Autres cas concrets :

- ➔ Sollicitation de la CA du Beauvaisis début 2021 pour l'accompagner dans une démarche similaire (contrat de coopération en discussion) / lancement conjoint d'un AMI
- ➔ Remise en fonctionnement d'une micro centrale hydraulique d'un Moulin à BREUIL LE VERT (pré-faisabilité en cours)

## ▪ ➔ au niveau RH et supports informatiques + communication

- Adapter notre politique de ressources humaines et les métiers (Adaptation des compétences / démarche qualité/attractivité) au changement via la définition des Lignes Directrices de Gestion à adopter mai 2021 (loi 5/08/2019 transformation de la fonction publique)

### Objectifs internes 2021 : Rigueur, agilité et créativité

- Conduire un dialogue social constructif (plus difficile en temps de Covid) et structurer la communication interne pour gagner en interactivité et efficacité
- ➔ **1<sup>er</sup> baromètre social lancé en décembre 2020 : 78% des agents se sentent bien dans leur travail ( dont 19% très bien)**
- Avoir un système d'information efficient pour faciliter la gestion, le pilotage et le partage des informations
- ➔ Formalisation du schéma directeur du système d'information (dématérialisation, travail à distance, sécurité et maîtrise de la donnée)
- Avoir une communication plus visible axée sur le maintien du lien + juste niveau d'infos avec les élus (difficile en temps de Covid) et outils : nouveau site internet

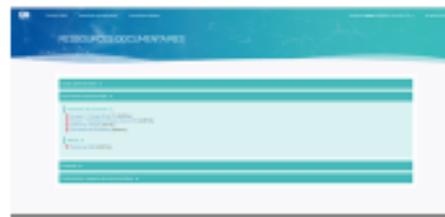
## Refonte du site Internet, en ligne depuis le 15 janvier 2021

- Nouvelle navigation, nouveau design, contenu enrichi
- Adapté aux tablettes et smartphones



## Plateforme Extranet « espace adhérent » disponible

- Continuité de la plateforme mise à disposition pour les Elections 2020  
→ même identifiant et mot de passe
- Ressources documentaires (actes administratifs, finances, docs spécifiques...)
- Contacts SE60 dédiés à la commune
- Informations adhérents & noms représentants SLE\* de la commune
- **En développement : d'autres fonctionnalités pour 2022**



\* SLE : Secteur Local d'Énergie

## Dépenses : 23 M€ / augmentation de +1,6 M€ (Fonds innovation et énergie) stabilisation des autres dépenses

### Axes fonctionnels :

- Stabilisation des dépenses environnées : accroissement des dépenses de personnel, compensé par frais de mise à disposition (service Energie et SI) et subvention ACTEE  
augmentation frais nettoyage locaux compensée par diminution frais de mission/réception (cf supra contexte sanitaire COVID) / augmentation frais location (+ 2 véhicules électriques), formation, maintenance informatique compensée par baisse frais telecom, fournitures administratives, affranchissement...
- Etude extension des locaux (environ 70 m<sup>2</sup> au sol sur 2 niveaux + garage)
- Baisse des frais liés concession : AEC : assistance négociation renouvellement contrat achevée - accompagnement au suivi du contrat / Eleneo : Assistance achats énergie.
- Charges financières stables : pas d'endettement du SE60 en propre / reprise des emprunts des ex syndicats d'électricité. Capital restant dû : 16 105 €. Extinction de la dette en 2022

### Axes opérationnels :

- Maintien des études ingénierie et travaux «énergie» (installation d'équipements Enr : télégestion, ombrières...)
- NOUVEAU : fonds innovation (1M€) - participation SEM HDF / sociétés de projet (1,2M€)

## Evolution des dépenses réelles TTC Investissement et fonctionnement (hors report - RAR - amortissement)

|   | 2020                | 2021                | Variation 2020/2021 |               |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------|
| Dépenses environnées (frais nets de personnel et moyens généraux) | 2 420 318 €         | 2 431 368 €         | 11 050 €            | 0,45%         |
| Extension locaux  |                     | 100 000 €           | 100 000 €           | 100,00%       |
| Dépenses financières (emprunts et rbsmnt titres)                  | 49 350 €            | 49 120 €            | -230 €              | -0,47%        |
| Concession - achat d'énergie                                      | 87 645 €            | 77 000 €            | -10 645 €           | -13,82%       |
| <b>Travaux ( dont BT HT )</b>                                     | <b>16 755 714 €</b> | <b>16 565 500 €</b> | <b>-190 214 €</b>   | <b>-1,15%</b> |
| <b>Energie (études – travaux)</b>                                 | <b>1 764 464 €</b>  | <b>1 791 800 €</b>  | <b>27 336 €</b>     | <b>43,27%</b> |
| <b>Energie (fonds innovation)</b>                                 |                     | <b>1 000 000 €</b>  | <b>1 000 000 €</b>  | <b>100%</b>   |
| <b>Energie (participations sociétés de projets / SEM)</b>         | <b>500 000 €</b>    | <b>1 200 000 €</b>  | <b>700 000 €</b>    | <b>58,33%</b> |
| Reversement taxe  | 66 000€             | 66 000 €            | 0 €                 | 0,00%         |
| <b>TOTAL</b>  | <b>21 643 491 €</b> | <b>23 280 788 €</b> | <b>1 637 297 €</b>  | <b>7,03%</b>  |

## Evolutions générales : stabilisation des recettes autour de 22 M€

### Axes fonctionnels :

- Stabilisation des redevances liées au contrat de concession
- Maintien de la TCFE, Baisse de la RODP (fin déploiement fibre SMOTHD)
- Augmentation des recettes de service en lien avec offre énergétique

### Axes opérationnels :

- Diminution des subventions (fin EPE – baisse Article 8 et demande subventions auprès du CD60)
- Maintien participation travaux – Augmentation participations liées à l'offre énergétique (opérations sous mandat)
- Maintien FCTVA et CEE (valorisation des travaux d'EP et d'économie d'énergie)

# Evolution des recettes prévisionnelles 2021

## Evolution des recettes réelles Investissement et Fonctionnement (hors report - RAR - amortissement) : d'où vient l'argent?

|   | DOB 2020            | DOB 2021            | Évolution 2021-2020 |                |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|----------------|
| R1  | 750 000 €           | 757 000 €           | 7 000 €             | 0,92%          |
| R2  | 1 700 000 €         | 1 715 000 €         | 15 000 €            | 0,87%          |
| TCFE  | 5 400 000 €         | 5 400 000 €         | 0 €                 | 0,00%          |
| RODP (SMOTHD)   | 240 000 €           | 156 200 €           | -83 800 €           | -53,65%        |
| Recettes de service (frais de gestion - adhésion grpmnt achats) | 1 104 700 €         | 1 117 500 €         | 12 800 €            | 1,15%          |
| <b>Subventions</b> (FACE, PCT, CD60, Article 8, Région, ADEME)  | <b>3 944 594 €</b>  | <b>3 443 736 €</b>  | <b>-500 858 €</b>   | <b>-14,54%</b> |
| <b>Participations aux travaux + Energie</b>                     | <b>7 613 417 €</b>  | <b>7 865 300 €</b>  | <b>251 883 €</b>    | <b>3,20%</b>   |
| CEE (Energie et Travaux)  | 230 000 €           | 230 000 €           | 0 €                 | 0,00%          |
| FCTVA   | 1 240 801 €         | 1 248 300 €         | 7 499 €             | 0,60%          |
| <b>TOTAL</b>  | <b>22 223 512 €</b> | <b>21 933 036 €</b> | <b>-290 476 €</b>   | <b>-1,32%</b>  |

Pour mémo: Récupération de la TVA par voie fiscale sur travaux BT

## Les nouveautés et orientations du pôle travaux pour 2021

- Mettre en application le nouveau barème d'aides au 01/01/2021 : plus incitatif et élargi aux ECPI et **Intensifier les contacts**
- Pérenniser le recensement des projets de mises en souterrain et d'éclairage public à N+1 (prévision d'appel à projets courant Mars) et **établir des programmations concertées à N+.. avec les collectivités et les partenaires (visibilité des volumes et impacts financiers)**
- **Proposer la mise en place de bornes à usage exclusif des collectivités (parc de véhicules électriques, services techniques, parking communaux fermés, personnels ...) ex Crépy en Valois**



- Renouvellement du marché à bons de commande travaux 2022-2025 et assurer la continuité de services entre les 2 marchés



### Bilan MBC Travaux 2020 et prévisions 2021

| Nature des Travaux     | Rappel DOB 2020 en M€ TTC | OST lancés en 2020 en M€ TTC | prévisions DOB 2021 en M€ TTC | Evolution DOB 2020/2021 |
|------------------------|---------------------------|------------------------------|-------------------------------|-------------------------|
| Extension              | 1,50 =                    | 1,41 =                       | 1,50 =                        | =                       |
| Renforcement           | 1,00                      | 1,35 ↗                       | 1,00 =                        | =                       |
| Sécurisation           | 2,15                      | 1,18 ↘                       | 2,15 =                        | =                       |
| Enfouissement          | 7,50                      | 5,22 ↘                       | 7,50 =                        | =                       |
| Eclairage Public + SLT | 5,50                      | 3,34 ↘                       | 5,50 =                        | =                       |
| <b>TOTAL TTC</b>       | <b>17,65</b>              | <b>12,50</b>                 | <b>17,65 =</b>                | <b>=</b>                |

| Nature des Travaux                    | Rappel DOB 2020 en M€ TTC | OST lancés en en M€ TTC | DOB 2021 en M€ TTC | Evolution DOB 2020/2021 |
|---------------------------------------|---------------------------|-------------------------|--------------------|-------------------------|
| Bornes dédiées collectivités ( 15/an) | -                         |                         | 0,10 M€ TTC ↗      | Nouveau                 |

Une année 2020 rendue compliquée par les mesures anti-covid (1<sup>er</sup> confinement) et par les élections municipales (résultats étalés sur plusieurs mois),  
**mais des perspectives pour 2021 / Maintien prévision OST 2021 à 17M€ TTC.**

### Travaux :

Prévision de maintien à un bon niveau des activités lié au nouveau contrat de concession (renforcements, extensions) =

- Recherche d'accompagnement et de coordination des travaux de collectivités, ENEDIS, autres partenaires exemple réunion TOP 14
- Programme d'éradication des fils nus démarré en 2020 (80 kms)

### Eclairage public :

Relance de cette activité fortement impactée en 2020 :

- Mise en place du projet d'envoi de rapports EP réactualisés en 2022
- Renouvellement de parc d'éclairage public de ZAC des Com com (inventaires sur 2021)
- Pérennisation des recettes de valorisation des CEE (200 k€/an)
- Offres de service maintenant intégrées SLT/SMARTLIGHTING (120/130 k€/an)

exemple : demande de Gouvieux = projet de parc d'éclairage public 100% intelligent et communicant

Ou demande de M. Arnould (com Energie) éclairage pistes cyclables

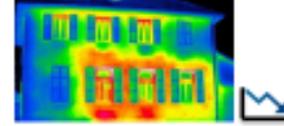
## Bilan 2020 et prévisions 2021

|                 |                           | Nature de l'opération                                       | Rappel<br>DOB 2020<br>en M€ TTC | OS lancés en<br>en M€ TTC<br>(au 31/12/2020) | DOB 2021<br>en M€ TTC | Δ DOB<br>2021/2020 |
|-----------------|---------------------------|---|---------------------------------|--|-----------------------|--------------------|
| Études          | Préalables                | Etudes de Planification Energétique                         | 0,19                            | 0,09   | (1)*                  | - 0,19 ▼           |
|                 |                           | Diagnostics bâtiments                                       | 0,15                            | 0,11   | 0,14                  | =                  |
|                 | Opérationnelles           | Etudes préalables aux travaux                               | 0,20                            | -  | 0,20                  | =                  |
| Travaux         | Efficacité<br>Energétique | Télégestion   | 0,25                            | 0,07   | 0,25                  | =                  |
|                 |                           | Versement Subventions – AAP<br>Rénovation Énergétique       | 0,50                            | -  | 0,50                  | =                  |
|                 | Energies<br>Renouvelables | Budget annexe Energies Renouvelables                        | 0,50                            | 0,50   | -                     | - 0,50 ▼           |
|                 |                           | Prise de participations SEM HDF                             | 0,50                            | -  | 0,75                  | + 0,25 ↗           |
|                 |                           | Prise de participations dans Sociétés de<br>Projets « EnR » | -                               | -  | 0,45                  | + 0,45 ↗           |
| Expérimentation | Fonds « innovation »      | -   | -                               | 1,00   | + 1,00 ↗              |                    |
|                 |                           | <b>Total TTC</b>  | <b>2,29</b>                     | <b>0,77</b>                                  | <b>3,54</b>           | <b>+ 1,25 ↗</b>    |

(1)\* Fin des EPE sur 2021, mais pas de nouveaux crédits

## Un appui du SE60 après les études préalables pour concrétiser les projets :

### ➤ Des conventions d'accompagnement financées sur recettes générales (R1 et TCFE) :



### ➤ Volet territorial – Accompagnement à la planification et à la mise en œuvre des actions :

**8 ECPI** ont informé à ce jour le SE60 du souhait de conventionner avec le SE60 sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2021 (CCAC, CCC, CCLO, CCPB, CCPV, CCSSO, CCT et CCVT)

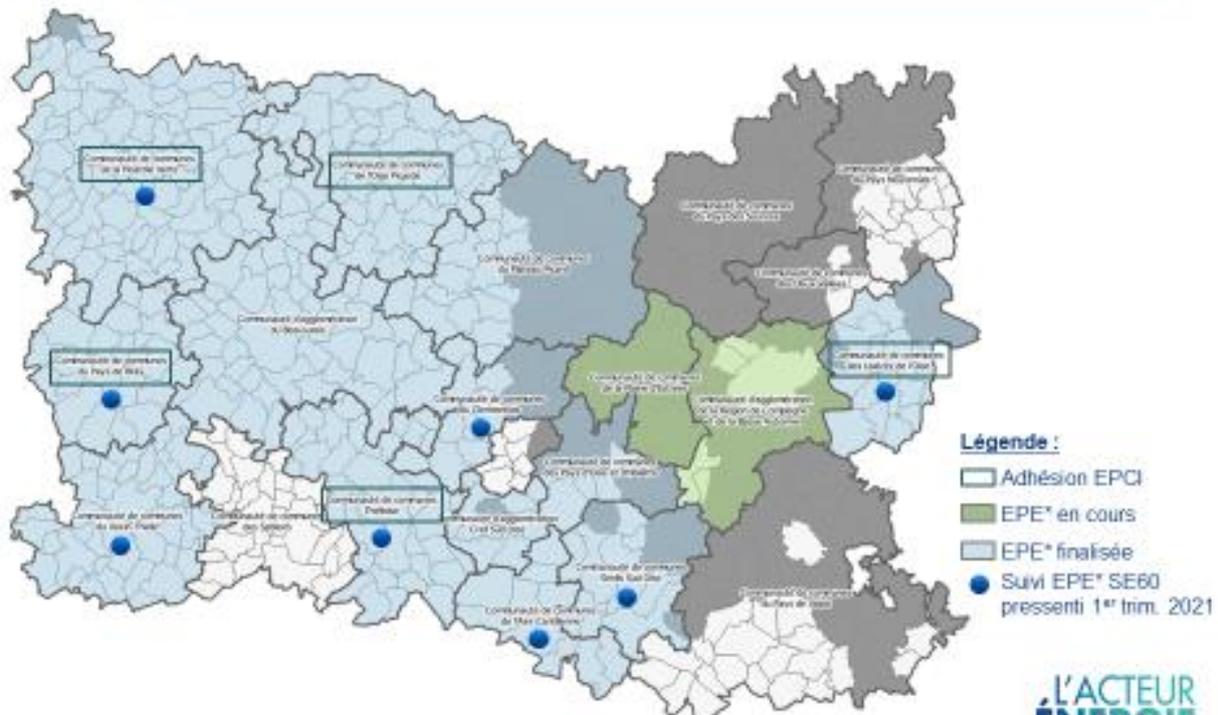
**2 communes pilotes** (Coye la forêt et Therdonne) pour décliner à l'échelle communale les actions issues des EPE et des PCAET :

**Objectifs** : Rechercher des actions concrètes portées par les Maires et contribuant à l'atteinte des objectifs fixés dans les EPE

**Calendrier prévisionnel** : Lancement d'un AMI début d'été 2021 et sélection des communes à l'automne

➔ **Prise en charge par le SE60** dans la limite d'un forfait (nombre de jours), contribution de la collectivité au-delà

## Transition Energétique Coopérations locales - SE60 et EPCI



## Un appui du SE60 après les études préalables pour concrétiser les projets :

### ➤ Des conventions d'accompagnement avec contributions des collectivités :



#### ➤ Volet patrimoine public – Contribution via un forfait par habitant :

Suivi annuel des consommations, analyses complémentaires, aide à la décision et à la réalisation des actions à mener

**10 collectivités** ont délibéré à ce jour (participant à hauteur de 30 k€ aux frais de personnels mutualisés par le SE60) et discussion avec 20 collectivités supplémentaires

#### ➤ Volet patrimoine public – Des marchés négociés pour les collectivités :

Mise en place fin 2020 d'un marché de prestations d'ingénierie à disposition des collectivités – 6 Lots :

- **Efficacité énergétique** (Audit énergétique, Contrat d'exploitation, ...)
- **Energies Renouvelables** (Biomasse, Géothermie, Solaire thermique et photovoltaïque)
- **Diagnostics techniques** avant travaux (structure, amiante, ...)

## 2) Travaux Efficacité Energétique

⇒ SE 60 : maître d'ouvrage

### Télégestion

7 bâtiments équipés en 2020  
20 bâtiments en projets sur 2021



Discussion fin 2020 avec les services de l'Etat : **Eligibilité de l'opération auprès de la DSIL** – Dépôt d'un dossier au nom du SE60 pour le compte des collectivités

⇒ SE60 : appui technique et financier aux collectivités restant maîtres d'ouvrage

### Appel à Projets Rénovation Energétique

**Reconduction du Fonds d'aides sur la base du nouveau barème mis en place en 2020**



Subventions SE60 selon le programme énergétique de l'opération (plafond de 50 000 €/par projet)

Bénéficiaires : Collectivités adhérentes au suivi énergétique du patrimoine (**nouveau suite bureau du 17/11/2020**)



## Fonds d'innovation :

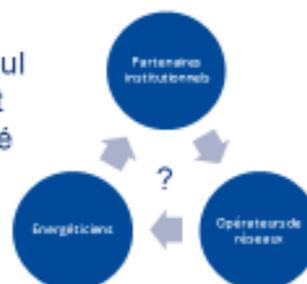
Proposition de mettre en place un **Fonds d'innovation** pour contribuer à faire émerger des expérimentations locales en matière de :

- Réseaux électriques Intelligents
- Stockage
- Hydrogène
- « Gaz to Power / Power to gaz »

Quel(le) positionnement/implication du SE60 sur ces nouveaux sujets ?

### Constats :

- **Des projets difficiles à démarrer** par un porteur de projet seul
- **Des Appels à Projets** nationaux en cours sur l'année 2021 et des financements à mobiliser si le projet atteint un certain degré de maturité
- **Des démarches partenariales à construire** localement en mobilisant les ressources financières et techniques



# Orientations budgétaires – RH



## 1 Ressources humaines

**Perspectives 2021 : 4 pôles et 32 postes (31,2 ETP) ( fin 2020: 30 postes)**

⇒ **Stabilisation de l'Organigramme en 2020**

### ➤ Augmentation des effectifs (+2)

Pôle Energie : + 2 postes subventionnés ACTEE

Pôle travaux : - 2 chargés d'affaires (départs en retraite) / + 1 poste chargé d'affaires + 1 apprenti

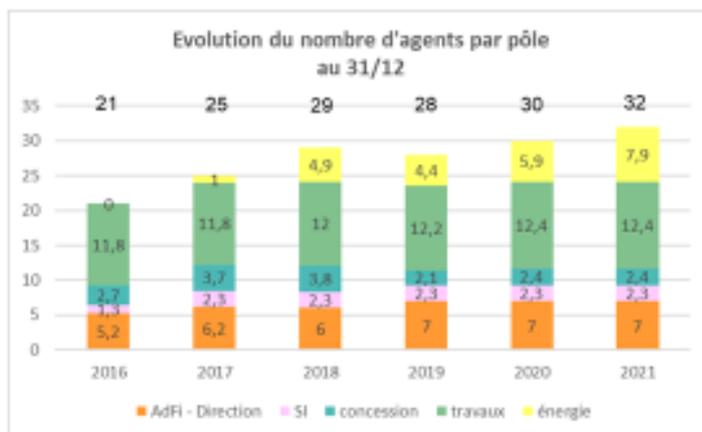
### ➤ Professionnaliser la politique de ressources humaines : définition de lignes directrices de gestion réactualisables pendant la durée du mandat (par arrêté Président) multi thématiques (politique de recrutement, de formation, de rémunération, santé et sécurité...)

- Poursuite de la mise en œuvre de la rationalisation de l'organisation, de la structuration RH et des nouvelles pratiques de travail au SE avec appui de 2 cabinets externes.
- Maintien des budgets formation pour accompagner le changement et les montées en compétence (hors CNFPT) : 40 000 €, soit 4,7 % du traitement indiciaire (reconduction 2020) + séminaire

### ➤ Consolidation du dialogue social avec la parution du premier baromètre social

↳ mise en œuvre d'une démarche **Responsabilité Sociétale et Environnementale** en cours d'établissement (exemplarité du SE en terme environnemental sur la gestion des flottes ou locaux ou pratiques quotidiennes / économie d'énergie ou de carbone)

## ② Ressources par pôle : consolidation à 32 agents permanents à fin 2021



- Confirmation de l'inversion de la répartition entre filières administrative et technique liée au renfort des pôles opérationnels, à l'optimisation des pôles fonctionnels + logiciels (automatisation données)
- Maintien nombre fonctionnaires, progression nombre contractuels (recours à contractuels pour postes « chargés de »)
- Répartition atypique entre cadres d'emploi : forte proportion de catégorie A => impact sur masse salariale

**Opérationnels : 22,70 agents**

(18,70 en 2019 – 20,7 en 2020)

**Fonctionnels : 9,30 agents**

(9,30 en 2019 – 9,30 en 2020)

**Filière administrative : 13**

(15 en 2018 - 15 en 2019 – 13 en 2020)

**Filière technique : 19**

(15 en 2018 - 15 en 2019 – 17 en 2020)

### à fin 2020

**Fonctionnaires : 15 titulaires**

(13 en 2017 - 16 en 2018 – 16 en 2019)

**Contractuels : 15 dont 1 CDI**

(12 en 2017 - 14 en 2018 – 12 en 2019)

**Cat. A : 17** (13 en 2018 – 15 en 2019)

**Cat. B : 5** (5 en 2018 – 5 en 2019)

**Cat. C : 8** (11 en 2018 – 8 en 2019)

**Hommes : 13**

(12 en 2017 - 9 en 2018 – 12 en 2019)

**Femmes : 17**

(17 en 2017 - 16 en 2018 – 16 en 2019)

**Moyenne d'âge : 42 ans**  
 (41 ans en 2019)

- ③ **Dépenses de personnel en évolution entre 2020 et 2021 à 1 839 000 € (+ 44 000 €) et augmentation recettes atténuatives 169 500 € (+ 53 100 €)**
- => diminution de la masse salariale nette**

| Compte                               | BP 2020        | BP 2021        | évolution BP 21/20 | évolution % BP 21/20 |
|--------------------------------------|----------------|----------------|--------------------|----------------------|
| <b>Dépenses de personnel</b>         | 1 795 000,00 € | 1 839 000,00 € | 44 000,00 €        | 2,45%                |
| TIB                                  | 834 500,00 €   | 850 500,00 €   | 16 000,00 €        | 1,92%                |
| NBI, SFT et indemnité de résidence   | 12 000,00 €    | 12 000,00 €    | 0,00 €             | 0,00%                |
| Heures supplémentaires               | 10 000,00 €    | 10 000,00 €    | 0,00 €             | 0,00%                |
| Régime indemnitaire                  | 375 000,00 €   | 382 000,00 €   | 7 000,00 €         | 1,87%                |
| Charges patronales                   | 493 500,00 €   | 513 500,00 €   | 20 000,00 €        | 4,05%                |
| Charges actions sociales             | 70 000,00 €    | 71 000,00 €    | 1 000,00 €         | 1,43%                |
| <b>Recettes atténuatives, dont :</b> | 116 400,00 €   | 169 500,00 €   | 53 100,00 €        | 45,62%               |
| <b>Masse salariale nette</b>         | 1 678 600,00 € | 1 669 500,00 € | -9 100,00 €        | -0,54%               |

- **Augmentation des dépenses (+2,45%) cohérente avec les évolutions de compétences en travaux et en énergie: Net recrutement: + 2 agents**
- Charge nette en diminution compte-tenu de la hausse des recettes atténuatives perçues (subvention ACTEE I et II pour le pôle énergie - mise à disposition de personnel auprès de la FDE90. Convention d'accompagnement des EPCI suite à EPE – Convention suivi consommation énergétique)

A noter: Régime indemnitaire élevé : 20% de la masse salariale et 45% du TIB (attractivité du SE60 pour remédier difficultés à recruter et généralisation du régime indemnitaire plus favorable aux ingénieurs depuis 2020 )

### Travaux d'énergies renouvelables sous MOA SE60 Reconduction à l'identique des crédits votés en 2020 : 532 000 € en fonctionnement et 548 000 € en investissement



- 1<sup>ère</sup> opération sur Breteuil en 2021 : **Panneaux photovoltaïques** (>1 000m<sup>2</sup>) en autoconsommation sur le centre aquatique



- **Budget annexe « Energies Renouvelables » en cours de création** :  
Sur l'année 2020, plus de 20 projets en cours d'étude par le SE60

Périmètre : Installations photovoltaïques et Chaufferies Bois Energie sur la patrimoine public des collectivités adhérentes

#### Objectifs Budget annexe « Energies Renouvelables » : **Faciliter les projets**

- Lever les freins administratifs pour les collectivités de créer un budget annexe pour un projet (Photovoltaïque = Activités commerciales)
- Permettre de mutualiser les travaux et les frais d'exploitation ensuite (maintenance, assurances, ...) pour déconstruire l'équilibre des projets



### Actualités Mouv'Oise :

- **Un service qui se maintient : 20 000 charges payantes en 2020 soit 58 000 € de recettes (33 700 gratuites en 2019)**
- Fin du déploiement « massif » des bornes : 119 bornes en exploitation (une dizaine de demande en cours) : 12 bornes en 2021 (20 en 2020) + 1 borne rapide (Projet du CD60 de plateforme multimodale à Chamant – sortie d'autoroute A 1 )
- Nouveau marché effectif depuis le 25/11/2020 avec prestataires inchangés  
=> Objectif de taux de disponibilité > 90%
- Fin financement CDOise répercuté sur communes (75%)

Evolution en section fonctionnement : 308 000€ (en hausse de 31% soit + 73 000 €)

- Des dépenses supplémentaires liées au supplément de bornes, augmentation électricité, entretien (réfection marquages), personnel (2020/2021)
- Des recettes en hausse liées à la mise en place de la tarification au 1<sup>er</sup> janvier 2020 et au maintien des contributions des communes et EPCI  
( attention fin des contributions en 2022)

## FONCTIONNEMENT

|  | DOB 2020         | DOB 2021         | Variation 2020/2021 |            |
|--|------------------|------------------|---------------------|------------|
| <b>Recettes</b>                          | <b>162 000 €</b> | <b>246 000 €</b> | <b>84 000 €</b>     | <b>52%</b> |
| •Participation communes + EPCI + autres  | 110 000 €        | 160 000 €        | 50 000 €            | 45%        |
| •Recettes usagers                        | 52 000 €         | 86 000 €         | 34 000 €            | 68%        |
| <b>Dépenses</b>                          | <b>235 000 €</b> | <b>308 000 €</b> | <b>73 000 €</b>     | <b>31%</b> |
| •Charges à caractère général :           | 224 000 €        | 286 000 €        | 62 000 €            | 28%        |
| - Frais de maintenance et supervision    | 100 000 €        | 125 000 €        | 15 000 €            | 25%        |
| - Entretien, réparation, marquage bornes | 25 000 €         | 40 000 €         | 15 000 €            | 60%        |
| - Assurance                              | 5 000 €          | 7 000 €          | 2 000 €             | 40%        |
| - Consommation d'énergie                 | 90 000 €         | 108 000 €        | 18 000 €            | 20%        |
| - Frais de communication                 | 2 000 €          | 2 000 €          |                     | 0%         |
| - Remboursement de frais                 | 2 000 €          | 4 000 €          | 2 000 €             | 100%       |
| •Personnel                               | 11 000 €         | 22 000 €         | 11 000 €            | 100%       |

## INVESTISSEMENT

|                                     | DOB 2020         | DOB 2021         | Variation 2020/2021 |              |
|-------------------------------------|------------------|------------------|---------------------|--------------|
| <b>Recettes</b>                     | <b>102 000 €</b> | <b>102 500 €</b> | <b>500 €</b>        | <b>0,5 %</b> |
| •Subventions Communes / Département | 102 000 €        | 102 500 €        | 500 €               | 0,5 %        |
| <b>Dépenses</b>                     | <b>204 000 €</b> | <b>186 785 €</b> | <b>17 215 €</b>     | <b>- 8 %</b> |
| •Travaux bornes                     | 204 000 €        | 186 785 €        | 17 215 €            | - 8 %        |

## Orientations budgétaires – Perspectives 2021

### Tableau récap des 3 budgets (sans RAR - report) :

|                        | Fonctionnement     |                     | Investissement         |                        |
|------------------------|--------------------|---------------------|------------------------|------------------------|
|                        | Dépenses           | Recettes            | Dépenses               | Recettes               |
| Budget Général         | 3 578 862 €        | 10 600 758 €        | 24 790 177,59 €        | 14 328 454,38 €        |
| Budget Annexe Mobilité | 318 000 €          | 246 000 €           | 198 785 €              | 102 500 €              |
| Budget Annexe Enr      | 39 000 €           | 32 000 €            | 548 000 €              | 55 000 €               |
| <b>TOTAL 3 budgets</b> | <b>3 935 862 €</b> | <b>10 878 758 €</b> | <b>25 536 962,59 €</b> | <b>14 485 954,38 €</b> |

Excédent de fonctionnement entre 6 et 7 M€ (rythme de croisière)

Déficit d'investissement couvert par excédent fonctionnement et report n-1

→ **Consolider le SE60 en tant qu'acteur local, défendant les communes + proximité : Multi compétences et multi partenaires**



Ex : Convention signée avec la Région et l'ADEME + autres syndicats HDF (Installation du comité de pilotage : le 26/02/2021)

Discussions en cours avec le CD60 ou SEZEO

## LA DETTE

Envoyé en préfecture le 22/02/2021

Reçu en préfecture le 22/02/2021

Affiché le

**SLOW**

ID : 060-200093094-20210216-2021\_01DOB21-DE

Pas d'endettement du SE60 en propre.

Remboursement des emprunts repris lors de la dissolution des ex syndicats d'électricité.

Capital restant dû : 16 105 €.

Extinction de la dette en 2022 (capital : 3 283,94 € / intérêts : 32,10 €)

|              | Au 1er janvier 2015<br>avant renégociation | Avril 2015<br>remboursement par<br>anticipation +<br>échéances | Remb. 2020         | Remb. 2021         | Remb. 2022        |
|--------------|--|--|--------------------|--------------------|-------------------|
| Frais IRA    |  | 225 397,50 €   |                    |                    |                   |
| Interêts dus | 1 495 790,04 €                             | 203 995,99 €   | 932,56 €           | 443,26 €           | 32,10 €           |
| Capital dû   | 5 180 705,04 €                             | 4 615 066,24 €   | 12 332,40 €        | 12 821,70 €        | 3 283,94 €        |
|              | <b>6 676 495,08 €</b>                      | <b>5 044 459,73 €</b>  | <b>13 264,96 €</b> | <b>13 264,96 €</b> | <b>3 316,04 €</b> |

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et ans susdits et ont au registre signé les membres présents.

Pour extrait conforme,

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'acteur de l'acte ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

Fait à TILLE, le 16/02/2021

Le Président



Eric GUERIN

La présente délibération publiée le :

Est exécutoire à la date du :

En application de l'article L2131-1 du C.G.C.T.